



HAL
open science

Le traitement de la Covid-19 dans les espaces publics en Afrique, révélateur du glissement des paradigmes relatifs à la communication de l'information scientifique et technique

Bertrand Cabedoche, Simon Ngonu

► To cite this version:

Bertrand Cabedoche, Simon Ngonu. Le traitement de la Covid-19 dans les espaces publics en Afrique, révélateur du glissement des paradigmes relatifs à la communication de l'information scientifique et technique. Bertrand Cabedoche, Simon Ngonu (dir.). Communication et covid-19 en Afrique: action publique, médiatisation, croyances populaires, Éditions L'Harmattan, p. 275-282, 2023, Communication et civilisation. hal-04539862

HAL Id: hal-04539862

<https://hal.science/hal-04539862>

Submitted on 9 Apr 2024

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Open licence - etalab

Le traitement de la Covid-19 dans les espaces publics en Afrique, révélateur du glissement des paradigmes relatifs à la communication de l'information scientifique et technique

Bertrand Cabedoche

Professeur émérite de sciences de l'information et de la communication
Groupe de recherche sur les Enjeux de la communication (Gresec,
EA 608)

Université Grenoble Alpes (France)
bertrand.cabedoche@univ-grenoble-alpes.fr

Simon Ngonu

Maître de conférences en sciences de l'information
et de la communication

Laboratoire de recherche sur les espaces créoles et francophones
(LCF-UR, EA 7390)

Université de La Réunion (France)
simon.ngonu@univ-reunion.fr

Généralement exposé aux maladies, épidémies et catastrophes qui endeuillent au quotidien ses ressortissants, le continent africain n'a pas échappé à l'irruption de la crise pandémique mondiale de Covid-19. Du fait de la circulation des personnes d'un continent à un autre, le virus s'y est également propagé, plongeant la plupart des pays d'Afrique dans un état critique. Le contexte devenant rapidement anxiogène, lié à un virus hautement mortel et à un système de santé publique souvent en déliquescence, les prévisions annoncent bientôt une hécatombe mortelle sur le continent. S'il n'en a pas tout à fait été ainsi, il apparaît difficile d'affirmer pour autant que le continent soit sorti indemne de cette crise, sans séquelles et sans drames humains. Quoiqu'il en soit, la crise pandémique de Covid-19 dans sa totalité a engendré un ordre de signifiés et de significations à divers niveaux que le présent ouvrage s'est employé à souligner. La problématique centrale de cette production a consisté à aborder les problématiques relatives aux rapports entre les médias et les espaces socionumériques dans les processus informationnels et communicationnels, tels que déployés par les acteurs, aux niveaux macro (États, gouvernements, organismes mondiaux de santé publique), micro (médias classiques) et méso (plateformes numériques).

Le cheminement des argumentaires de cet ouvrage a été articulé autour de trois parties :

- **Mainstream médias et Covid-19** : énonciation, postures éditoriales et formes de médiatisation au prisme du journalisme scientifique
- **Réseaux socionumériques et Covid-19** : infodémie, *fake news* et amplification du complotisme
- **Usages numériques et Covid-19** : constructions imaginaires, discours de résilience et alternatives locales à la pandémie.

Les analyses réparties entre les différents chapitres aboutissent à des conclusions diverses et conduisent à recentrer le débat autour des défis informationnels et communicationnels des données de santé publique.

Partie 1 - **Mainstream médias et Covid-19** : énonciation, postures éditoriales et formes de médiatisation au prisme du journalisme scientifique.

La première partie s'est attelée à mettre en évidence les postures éditoriales et les modalités de mise en sens de la Covid-19 dans les médias classiques. Bien que parfois déclassés par les espaces numériques, les médias classiques bénéficient encore d'un attrait important. Leur premier rôle au lendemain du premier cas de Covid-19 a été déterminant dans la définition des

enjeux d'information, de sensibilisation et d'éducation populaire. Il ressort tout de même des analyses que le sujet a été difficilement traité par ces médias classiques. Les procédés de construction du sens dans la presse ont parfois été écrasés par la volonté de dramatiser la crise pandémique. Dans les médias audiovisuels où les auteurs notent une belle entrée des sujets relatifs à la Covid-19, les dérives éthiques et déontologiques relatives à un journalisme carencé, déstructuré et en quête de repères, n'ont pas été dépassées. Si, dans un temps relativement court, la crise a bousculé les habitus éditoriaux de la profession, elle a aussi mis en évidence la persistance des postures journalistiques recourant, par défaut, à la dimension sensationnelle du traitement des faits. Au fil des éditions, les déficits de formations ont plutôt contribué à nourrir des chroniques caricaturales autour de la pandémie. Certaines contributions de ce livre aboutissent à la conclusion selon laquelle le traitement médiatique de la Covid-19 a montré ses limites, face à plusieurs défis. Parmi ceux-ci, le premier reste celui de la formation dans des domaines spécialisés. Rarement pratiqué à cause de la faiblesse de ses moyens financiers et du manque de formations appropriées, le « journalisme scientifique » constitue le ventre mou de la corporation. Cette carence a des incidences sur le traitement médiatique des questions de santé publique et de la crise pandémique. Qui plus est, ce journalisme s'embourbe dans ses liens organiques avec les acteurs politiques, témoignant de relations réciproques incestueuses.

Partie 2 - Réseaux socionumériques et Covid-19 : infodémie, *fake news* et amplification du complotisme

La deuxième partie ouvre sur l'opportunité accordée aux différents contributeurs de saisir les réseaux socionumériques comme des espaces de circulation des *fake news*, des thèses complotistes et conspirationnistes sur la pandémie. Le phénomène est allé s'amplifiant dès les prémices de la pandémie, conduisant l'OMS à forger le néologisme *infodémie*. Dans le cyberspace africain en général et dans les cyberspaces nationaux, la question de la transparence des discours officiels étatiques comme celle de la véracité des informations autour de la Covid-19 se sont avérées préoccupantes. La forte récurrence des informations, combinée à la « circulation circulaire de l'information » et des allégations à caractère complotiste, remet au goût du jour la question même de la nature des informations ainsi délivrées.

Les différentes contributions révèlent des usages des réseaux socionumériques à des fins de propagation de *fake news*. La vertu de l'usage de l'outil technique est ici remise en cause. La prudence doit alors être de mise, aussi bien vis-à-vis de la production et de la diffusion que de la consommation des informations en ligne. La question de la véracité de cette information s'impose, alors qu'elle est trop généralement peu discutée par les acteurs, comme si l'outil technique rendait naturellement vraies les informations qui circulent grâce à sa médiation, quelle qu'en soit l'orientation, conformiste ou critique. Le constat pose encore en filigrane la question du statut des internautes, partant de leur posture de « consommateur passif » des informations à celle de producteur et relayeur de fausses nouvelles. La généralisation de la culture participative, plus ou moins favorisée par la fonction d'« infomédiation » des réseaux socionumériques, renforce et renouvelle à la fois le questionnement autour de la relation entre « amateur » et « professionnel », surtout en ce qui concerne la diffusion, le partage et la prise de parole dans les espaces d'échanges en ligne sur les questions de santé, voire de santé publique.

Certains chapitres de notre collectif d'auteurs ont mis l'accent sur les pratiques de vulgarisation par des amateurs de sciences, auto-érigés médiateurs des savoirs autour de la Covid-19. Au final, le discours scientifique informel des acteurs non professionnels dans les réseaux socionumériques dans un contexte de crise pandémique et de prolifération invite à interroger sa modération.

Le pari pointé ici est celui de la régulation de contenus. Il est vrai que la question se situe à l'échelle internationale et, de ce fait, n'est pas facile à traiter (Cabedoche, 2023). Mais le flot des « théories » du complot conduit à penser au niveau macro de l'État, pour que soient mis en

place des programmes adéquats d'éducation aux médias numériques. Pareille éducation doit indubitablement se traduire par des formations de types séminaires, ateliers, etc. Des initiatives sont certes engagées par des organismes supranationaux comme l'Unesco, souvent appuyés sur la recherche académique en sciences de l'information et de la communication, comme c'est déjà le cas pour le Cameroun, la Côte d'Ivoire, le Gabon, le Nigeria, etc.¹. Il reste cependant que de telles initiatives doivent œuvrer à assurer leur pérennité, surtout au niveau des journalistes, des « influenceurs web », et des internautes lambda, de manière générale. Dans ce contexte de désinformation globale, plus spécifiquement liée à la Covid-19, un renforcement de la capacité des acteurs sociaux dans la pratique du fact-checking informationnel apparaît, de nos jours, capital.

Partie 3

Usages numériques et Covid-19 : construction des imaginaires, discours de résilience et alternatives locales à la pandémie.

La recherche exposée dans le présent ouvrage a révélé différents modes d'appropriation des discours, prescriptions et proscriptions liées à la lutte contre la Covid-19. L'accent a notamment été mis sur les constructions des imaginaires, socialement et culturellement ancrés dans les réalités empiriques des Africains. Ces plateformes en ligne poursuivent un idéal de démocratie participative et inclusive, en favorisant l'accès et l'expression en leur sein du plus grand nombre. Celles-ci mettent en scène des cadres de débat, de confrontation et de formation d'opinions.

Ainsi, la Covid-19 a donné lieu à des discussions à la fois polémiques et euphémisantes, gangrenées par le thème du complot ou se noyant dans le relativisme systématique. Ce sont ces constats que les contributions de la troisième et dernière partie ont traduits. Comme il est apparu, la déconstruction des certitudes expertes s'est, par exemple, opérée avec les discours de dénonciation des vaccins anti Covid-19 élaborés en Europe et à destination de l'Afrique. Les polémiques se sont également nourries de relativisme quant à la gravité de la contamination, voire de la négation de la pandémie.

Les analyses ont également porté sur les capacités de résilience des populations africaines à développer localement des thérapies plurielles en ce qui concerne le traitement de la Covid-19. Les auteurs ont montré que l'intérêt pour ce type de protocoles a été renforcé par les controverses organisées autour de l'Organisation mondiale de la santé (OMS), notamment à propos des vaccins officiellement reconnus depuis les géants des laboratoires mondiaux. Dès lors, les internautes se sont ainsi constitués en promoteurs des médicaments à base de plantes médicinales, susceptibles eux aussi de lutter efficacement contre le coronavirus. L'adoption par les populations des masques anti Covid-19 bricolés localement témoigne également de leur capacité d'adaptation aux messages prescriptifs des autorités étatiques. Mais l'appropriation peut également être freinée si les contingences socioculturelles et anthropologiques ne sont pas prises en compte dans les campagnes de communication pensées comme autant d'instruments de « biopolitique » pour parler comme Michel Foucault, quand le message prescriptif se présente d'abord en dispositif d'imposition de la norme et du contrôle social. Longtemps considérées comme des croyances « primaires », ces ancrages socioculturels renvoient aujourd'hui à la valeur patrimoniale de la médecine traditionnelle pour les peuples d'Afrique et déterminent, pour une part, le rapport à la maladie, tel que l'analyse le courant anthropologique, dit « interprétatif »². Cette prise en compte s'avère particulièrement nécessaire dans la sensibilisation des populations sur les maladies qui s'installent « à bas bruit », c'est-à-

¹ Capacity building workshop for journalists, information-communication specialists and Media professionals of the subregion on 2010 Agenda and the revitalization of journalist's networks for ODD.4 (2019-2020), Douala, UNESCO, rapport pour la sous-région Afrique centrale, rédigé par Bertrand Cabedoche.

² KLEINMAN, Arthur (1978), « Concepts and a model for the Comparison of Medical System as cultural System », *Social Science & Medicine*. Part B : Medical Anthropology, vol. 12, p. 85-93.

dire, au moins au début de la contamination quand l'OMS avait prédit une catastrophe pour le continent africain, sans les indicateurs de grande souffrance habituellement attendus pour une maladie grave. Dans ce contexte, l'automédication à base de vitamine C a pu sembler suffisante. En s'intéressant plus spécifiquement à la publicisation médiatique et numérique de la Covid-19, les auteurs et autrices réunis dans le présent ouvrage engagent un véritable plaidoyer à l'endroit des chercheurs en sciences de l'information et de la communication dans ou hors du continent, pour que ces derniers aident à sortir des « sentiers battus » de l'expertise monodisciplinaire. Leur distanciation critique ouvre la voie à des réflexions d'ordre épistémologique sur le terrain de la communication de l'information scientifique et technique, particulièrement sur celui de la communication en santé, encore relativement inexploré en Afrique si l'on excepte les travaux de Memel-Fotê Harris sur l'empreinte d'une conception magico-religieuse de la maladie ; ceux de Sylvain Landry Faye, traitant de l'impact de la rumeur dans les violences exercées à l'encontre des experts de l'OMS ; ceux d'Abdou Salam Fall traitant des mutations des représentations relatives aux professions de santé ; ceux encore d'Aïssa Merah, faisant état du marketing social de santé publique dans le traitement des maladies non transmissibles en Algérie, et plus récemment encore, des thèses comme celle de Brigitte Aka Miézan sur la prévention du cancer en Côte d'Ivoire³.

Cet enjeu s'avère d'autant plus capital que nul ne sait si, ou plutôt quand, le monde sera exposé à d'autres pandémies et cataclysmes. Avec la prise en compte du risque en tant que construit social, l'analyse met en lumière les conflits d'intérêts entre les institutions publiques et les acteurs sociaux. Elle oblige à considérer les rapports de force et de pouvoirs en présence, ainsi que leur évolution respective, tandis que l'individu est replacé au cœur des stratégies et l'engagement de l'État est à nouveau requis.

In fine, l'ouvrage montre bien le glissement des paradigmes en termes de modèles de publicisation des sciences. Jürgen Habermas avait déjà pressenti cette tendance lourde engagée dès la fin du XX^e siècle : le *modèle technocratique* avait jusque-là accordé la part belle à l'expert scientifique, de la même façon que le *modèle décisionniste* avait placé le politique au premier plan de la publicisation des savoirs, justifiant en réaction la critique foucauldienne de la santé publique en tant que pratique discursive⁴ et des biopouvoirs que cette dernière autorise⁵. Le risque est ainsi considéré comme un objet politique⁶, voire comme une utopie⁷, dont la construction sociale émane certes particulièrement de la « gouvernementalité » verticale que constitue l'action des politiques, mais aussi et de plus en plus, de l'*empowerment* et des accompagnements plus ou moins rétifs de nombreux autres acteurs constitutifs de la société civile.

Ainsi, en consacrant le glissement du paradigme de *Public Understanding of Sciences* (PUS) à cet autre paradigme d'un *Public Engagement with Sciences* (PES), un modèle pragmatique se profile aujourd'hui, qui configure les recherches de nouveaux équilibres entre les partenaires :

³ AKA, Miézan Niamké Adjouba Brigitte (2022), *Enjeux info-communicationnels dans la prévention des maladies chroniques en Côte d'Ivoire de 2011*. Thèse pour le doctorat en sciences de l'information et de la communication, Université Grenoble Alpes, 20 septembre 2022.

⁴ FASSIN, Didier (2000), « Comment faire de la santé publique avec des mots. Une rhétorique à l'œuvre », *Rupture*, revue transdisciplinaire en santé, vol. 7/1, 2000, p. 58-78, p. 70.

⁵ FOUCAULT, Michel (1994), « La politique de la santé au XVIII^e siècle, texte N° 168 », in *Dits & Écrits Tome 1954 – 1988. Tome IV 1980 – 1985*, Paris, Gallimard, p. 13-27 et FOUCAULT, Michel (2004), *La Naissance de la biopolitique*, Cours au Collège de France, Paris, Gallimard, Seuil, coll. « Hautes Études ».

⁶ GILBERT, Claude (2007), « Les risques : objets de politiques publiques ou formes données à un problème ? Emmanuel Henry, Aurélie Campana, Jay Rowel. *La construction des problèmes publics dans l'Union européenne*, Strasbourg, Presses Universitaires de Strasbourg, p. 111-136.

⁷ DEAN, Mitchell (1999), « Risk, calculable and incalculable », in *Risk and Sociocultural Theory*, Lupton Deborah, Cambridge : New York, Cambridge University Press, 1999, p. 131-159.

politique, médiatique, associatif, scientifique, citoyen, et remet en cause les formes traditionnelles de légitimation et de verticalité des discours publics. Parfois pour le pire, mais potentiellement aussi pour le meilleur. Car avec l'élévation soudaine des enjeux à l'échelle planétaire – la pandémie de Covid-19 en constituant l'un d'entre eux dans toute sa brutalité – la participation des publics à la connaissance et à la gestion des questions vives touchant à la société, notamment la santé, est de plus en plus requise⁸.

Le constat est vérifié pour ce secteur particulier de l'activité humaine qu'est la santé, depuis que la conférence de l'OMS en 1978 à Alma Alta, prolongée ensuite par la conférence d'Ottawa en 1986, a institué la responsabilité individuelle et l'éducation à la santé comme facteurs nécessaires au succès des politiques la caractérisant. Sans cette préoccupation au niveau de la communication publique, sans des relais médiatiques documentés et capables de traduire ces enjeux dans un langage compréhensible par les destinataires, la crise sanitaire se mue très vite en une crise de la confiance communicationnelle⁹. Elle laisse alors le champ libre à l'automédication, sans plus de contrôle et aux discours complotistes, que les tradipraticiens, qui en sont les porteurs, se présentent spiritualistes ou non.

De façon plus large, Armand Mattelart (1999) le prophétise déjà au passage du nouveau millénaire :

Ou bien sont mis en question les systèmes d'expertise et s'installent d'autres rapports de savoir/pouvoir entre ceux qui savent et ceux qui sont supposés ne pas savoir. Ou bien se reconduisent à tous les échelons les monopoles cognitifs sur une planète de plus en plus aux prises avec la patrimonialisation privée du champ du savoir, de la communication et de la culture. De la réalisation de cette utopie devenue possible, du partage et de l'échange des savoirs dépend l'avènement d'une démocratie où la redistribution des richesses matérielles et immatérielles ne soit pas une invocation rituelle. Là prend tout son sens le combat pour la transformation en réalité de la promesse d'un nouveau lien universel entre les humains grâce à l'appropriation démocratique des univers techniques. Elle est déterminante pour le basculement vers une société et une économie de la connaissance qui ne soit pas le calque des schémas de pouvoir dans la société industrielle¹⁰.

⁸ OLLIVIER-YANIV, Caroline (entretien avec Nancy Botero et Myriam Hernandez Oreliana) (2021), « Du gouvernement des conduites à l'appropriation par les publics : un éclairage par la communication publique sanitaire », *Communiquer*, n° 32, dossier : « Crises sanitaires : enjeux sociétaux et organisationnels, septembre 2021, p. 153-168.

⁹ IDELSON, Bernard (2021), « Méfiance et défiance vis-à-vis de l'autorité de santé : la Covid-19 dans l'espace médiatique réunionnais », *Hermès, La Revue*, vol. 88/2, décembre 2021, p. 264-267.

¹⁰ MATTELART, Armand (1999), *Histoire de l'utopie planétaire : de la cité prophétique . la société' globale*, Paris, La Découverte, coll. « La Découverte/poche », p. 38 de la réédition de 2009.